

Les dynamiques électorales de l'extrême-droite européenne

Jocelyn A.J. Evans^{*‡}

Gilles Ivaldi^{**‡}

Revue Politique et Parlementaire
Juillet-Août 2002

* Maître de Conférence en Science Politique, Université de Salford, Grande-Bretagne (j.a.evans@salford.ac.uk)

** Chargé de recherche CNRS, CIDSP-Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, France (ivaldi@cidsp.upmf-grenoble.fr)

‡ Coordinateurs du groupe de recherche européen EREPS (*Extreme Right Electorates and Party Success*)
[<http://cidsp.upmf-grenoble.fr/guest/ereps/>]

Les récents succès électoraux de l'extrême-droite en France, au Danemark, en Norvège ou aux Pays-Bas ont témoigné de l'essor et de la consolidation de mouvements d'un nouveau genre, à la confluence de la vieille droite radicale ouest-européenne et du populisme moderne. Il est sans nul doute excessif d'agiter ici le spectre d'une "internationale brune" ou d'une "vague fasciste" déferlant sur le continent, mais il n'en demeure pas moins cependant qu'au-delà des divergences de parcours ou d'idéologie, ces formations populistes se nourrissent partout d'une crise profonde et durable des systèmes de partis traditionnels. Et sont le plus souvent portées par une même dynamique politique, économique et sociale.

Retour sur scrutins

Outre le traumatisme provoqué par la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, le score de l'ensemble de l'extrême-droite en France avec 19.2 % des suffrages exprimés au soir du 21 avril a très largement confirmé la vivacité politique d'un courant trop vite enterré par les observateurs à la suite de la scission de janvier 1999. Le double échec au second tour de la présidentielle et lors des législatives de juin a sans nul doute montré certaines limites à cette influence ¹, mais il demeure une part significative de l'électorat français qui continue de soutenir aux urnes la mouvance national-populiste.

En Belgique, le *Vlaams Blok* a remporté en mars 2000 une nouvelle victoire spectaculaire au scrutin municipal d'Anvers avec 33 % des exprimés (contre 28 % aux élections de 1994). Le parti de Franck Vanhecke et Filip DeWinter avait déjà renforcé son implantation dans l'ensemble du collège néerlandophone en totalisant 15 % des voix lors des élections générales de juin 1999. Outre-Manche, le *British National Party* a réalisé une performance, sans doute encore marginale, dans la grande périphérie de Manchester avec trois conseillers municipaux lors des élections locales du 2 mai 2002. Sous l'impulsion de son nouveau leader, Nick Griffin, le BNP a entrepris de se démarquer de son image de groupuscule néo-nazi activiste et tenté de capitaliser électoralement sur les tensions raciales portées au jour par les émeutes violentes de l'été 2001 à Oldham ou Burnley.

¹ Jean-Marie Le Pen réunit sur son nom 17.8 % des suffrages et 5.525.000 voix au soir du 5 mai. A l'occasion du premier tour des élections législatives, les candidats du FN totalisent 2.873.400 votes (11.12 % des exprimés), à peine 1.1 % pour un MNR très largement marginalisé. Le mouvement lepéniste est en mesure de se maintenir dans 37 circonscriptions uniquement, et n'obtient aucun élu. De son côté, Bruno Mégret échoue à Vitrolles, frappé d'élimination dès le premier tour avec 18.6 % seulement des bulletins exprimés.

Si ces divers partis demeurent encore stigmatisés à la marge du jeu politique régulier, d'autres parviennent à peser de façon plus décisive sur l'orientation des politiques gouvernementales. Au Danemark, le *Dansk Folkeparti* a su exploiter l'insatisfaction croissante à l'encontre du gouvernement social-démocrate en place depuis 1993. Le mouvement de Pia Kjaersgaard a réuni 12 % des votes lors des législatives de novembre 2001, auxquels il faut ajouter 0.6 % pour le vieux Parti du Progrès de Mogens Glistrup. Maintenu à distance de la coalition libérale-conservatrice d'Anders Fogh Rasmussen, l'extrême-droite entend toutefois tirer profit de la balance des forces au sein du *Folketing* et faire pression sur la nouvelle équipe exécutive. Tout comme d'ailleurs, du côté norvégien, le *Fremskrittspartiet* de Carl I. Hagen, fort de ses 14,7% des suffrages obtenus aux élections de septembre 2001 et de son statut de troisième grand parti national derrière les Travaillistes et les Conservateurs ².

En Italie et en Autriche, les partis de la droite populiste ont franchi le seuil crucial de la participation gouvernementale, marquant une étape fondamentale dans l'évolution de ce type de mouvements en Europe occidentale. Les élections législatives italiennes de mai 2001 ont sanctionné la victoire de la *Casa delle Libertà* et ramené au pouvoir, comme cela avait déjà été le cas en mars 1994, la coalition des régionalistes populistes de la *Lega Nord* et des ex-fascistes de l'*Alleanza Nazionale* (AN) autour du mouvement de Silvio Berlusconi, *Forza Italia* (FI) ³. Côté autrichien, la mise en place en février 2000 d'une coalition *schwarz-blau* sous la direction du Chancelier conservateur Wolfgang Schüssel est apparue comme la seule issue politique viable face à la poussée sans précédent du FPÖ de Jörg Haider aux élections parlementaires d'octobre 1999 avec 26.9 % des votes et 52 sièges au *Nationalrat*.

Aux Pays-Bas, enfin, la liste Pim Fortuyn (LPF), privée de son leader assassiné le 6 mai, est parvenu à créer la surprise en se hissant à la seconde place des élections générales du 15 mai, avec 17 % des voix et 26 des 150 sièges à la Seconde Chambre ⁴. En dépit de la totale inexpérience politique de ses membres, la LPF devrait selon toute probabilité faire son apparition dans le prochain gouvernement conservateur dirigé par le chef de file du CDA, Jan Peter Balkenende, en compagnie des libéraux du VVD.

² Avec un total de 26 représentants au *Storting*, le FrP détient de fait la clé de la majorité parlementaire nécessaire au gouvernement minoritaire du chrétien-démocrate Kjell Magne Bondevik (KrF, 22 sièges), soutenu par les conservateurs de la *Høyre* et les libéraux de la minuscule *Venstre*, avec respectivement 38 et 2 élus.

³ A l'entrée en fonction le 10 juin 2001 du gouvernement Berlusconi, Gianfranco Fini (AN) est nommé vice-président du Conseil, Umberto Bossi (Lega) se voyant attribuer un très symbolique portefeuille des Réformes institutionnelles et de la Dévolution.

⁴ Le score national de la LPF fait suite à l'engouement suscité au niveau local par la liste *Leefbaar Nederlands* du même Pim Fortuyn lors des élections municipales à Rotterdam en mars 2002, arrivée en tête du scrutin avec 34.7 % des bulletins exprimés et 17 des 45 sièges à pourvoir.

Tableau 1: La situation des partis d'extrême-droite en Europe

Pays	Parti	Dernière élection législative	% suff. exp.	Sièges	Situation
Allemagne	Republikaner	Septembre 1998	1,8	0/669	Marginal
Allemagne	Deutsche Volkunion (DVU)	Septembre 1998	1,2	0/669	Marginal
Autriche	Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ)	Octobre 1999	26,9	52/183	Participation gouvernementale
Belgique*	Vlaams Blok (VB)	Juin 1999	9,9	15/150	Pouvoir de nuisance
Belgique	Front national wallon (FN)	Juin 1999	1,5	1/150	Marginal
Danemark ^E	Fremskridtspartiet (FrP)	Novembre 2001	0,6	0/175	Marginal
Danemark ^E	Dansk Folkeparti (DF)	Novembre 2001	12,0	22/175	Pouvoir de coalition
France	Front national (Le Pen)	Avril 2002	16,9	Présid.	Pouvoir de nuisance
France	Mouvement national républicain (Mégret)	Avril 2002	2,3	Présid.	Marginal
Grande-Bretagne	British National Party (BNP)	Juin 2001	—	—	Marginal
Italie ⁺	Lega Nord (LN)	Mai 2001	3,9	30/618	Participation gouvernementale
Italie ⁺	Alleanza Nazionale (AN)	Mai 2001	12,0	99/618	Participation gouvernementale
Italie ⁺	MSI-Fiamma Tricolore	Mai 2001	0,4	0/618	Marginal
Norvège	Fremskrittspartiet (FrP)	Septembre 2001	14,7	26/165	Pouvoir de coalition
Pays-Bas	Liste Pim Fortuyn (LPF)	Mai 2002	17,0	26/150	Participation gouvernementale probable
Suède	Ny Demokrati (NyD)	Septembre 1998	—	—	Marginal

Notes:

* Belgique: résultat national, le VB a recueilli 15 % des suffrages sur l'ensemble du collège flamand en 1999

** France: élection présidentielle, 1^{er} tour, 21 avril 2002

+ Italie: *Camera dei Deputati* (Chambre des Députés)

^E Danemark: hors Îles Féroé et Groenland (4 sièges)

Convergence des droites populistes en Europe

La conjonction de tels records électoraux dans plusieurs pays européens ouvre naturellement sur un ensemble d'interrogations liées à la nature profonde du phénomène, et l'existence ou non d'une matrice idéologique commune à une classe de formations politiques qui apparaît de prime abord sensiblement hétérogène.

Rappelons tout d'abord que ces formations présentent un corpus doctrinal aux contours mouvants, faisant preuve par ailleurs d'une grande capacité d'adaptation. Elles fonctionnent principalement sur un mode entrepreneurial, reposent sur un appareil partisan solidement centralisé, sous l'autorité de chefs charismatiques dont le talent consiste précisément à pouvoir ajuster leur discours politique au gré des enjeux et contingences tactiques du moment. Echappant à la contrainte de cohésion imposée aux grands partis à vocation gouvernementale, la démagogie populiste qui caractérise le style de comportement de la plupart de ces nouveaux acteurs se satisfait assez bien de ses propres contradictions, revirements et outrances. Lorsque l'organisation ne se confond pas tout simplement avec la seule personnalité de son leader comme cela a été le cas récemment avec la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas.

A regarder les sources historiques de ces partis ou le profil de leurs élites dirigeantes, on discerne de surcroît une grande variété d'itinéraires politiques ⁵. A leur genèse au début des années 1970, les partis du Progrès scandinaves ont d'abord constitué une réaction à l'hypertrophie de l'Etat social-démocrate ; le FPÖ autrichien a incarné pendant près de trente ans un courant libéral au sein du système autrichien ; le *Vlaams Blok* flamand ou la *Lega Nord* en Italie ont, dans les premiers stades de leur développement, exprimé la fronde régionaliste contre les centralismes de Rome ou de Bruxelles. A l'inverse, des partis tels que le Front national français, la DVU et le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD) allemands, le BNP au Royaume-Uni ou le MSI italien puisent eux leurs racines au plus profond des milieux de l'extrême-droite, au cœur de cette nébuleuse crypto-fasciste recomposée dès après la fin de la Seconde guerre mondiale ⁶.

De tels éléments de diversité rendent difficile une appréhension "essentialiste" de ce groupe d'acteurs politiques comme autant de membres d'une seule et même famille idéologique. On constate cependant depuis plusieurs années un processus réel de convergence au niveau européen, le recours aux mêmes moteurs de mobilisation électorale et la ré-appropriation par ces partis de certains thèmes centraux du discours classique de l'extrême-droite. Outre le style populiste que nous venons d'évoquer ⁷, quatre éléments méritent d'être soulignés ici, qui témoignent de ce rapprochement.

Avec, en premier lieu, l'anti-immigration ou, plus précisément, la xénophobie comme méthode électorale : tous ces mouvements sans exception aucune ont exploité, avec plus ou moins de pugnacité, les questions liées à l'intégration des populations d'origine étrangères et la gestion des flux migratoires consécutifs à l'effondrement de l'ancien bloc soviétique. Beaucoup ont décliné, sous une forme ou une autre, un concept analogue à la "préférence nationale" popularisée en France par le Front national de Jean-Marie Le Pen ⁸. Dans la plupart des cas, ce schème ethnocentriste a été associé avec une forte composante autoritaire, que l'on retrouve aujourd'hui de façon transversale dans la plupart des formations populistes à l'échelle européenne, telle l'exploitation récente par le FN en France, le *Vlaams Blok* en Flandre, le Parti du Peuple danois ou la liste Fortuyn aux Pays-Bas des enjeux liés aux violences urbaines, à la criminalité et au sentiment d'insécurité.

Troisième aspect, la proximité de beaucoup des partis d'extrême-droite et de droite populiste sur un programme économique composite, synthèse des orientations néo-libérales très en vogue dans les années 1980 et de thèmes plus récemment surajoutés, liés à la défense des systèmes nationaux de protection sociale. On a vu, par exemple, le Parti du Progrès surenchérir à partir des élections de 1997 sur la nécessité de réinjecter les profits de la manne

⁵ Pour un rappel historique plus complet, voir Ivaldi (Gilles), 2000, *L'extrême-droite en Europe occidentale*, Problèmes Politiques et Sociaux, La Documentation Française, n°849.

⁶ Le processus de normalisation de l'ancien MSI et la création par Gianfranco Fini de l'*Alleanza Nazionale* à partir de 1993 ont toutefois témoigné d'une prise de distance assez nette avec les racines historiques du *ventennio* mussolinien, et de la transformation de l'ancien parti fasciste en une formation de droite conservatrice. Cette évolution a été sanctionnée lors du XVII^{ème} congrès du MSI, en janvier 1995, à Fiuggi, qui a vu la scission de l'aile dure historique emmenée par Pino Rauti et la constitution d'un nouveau mouvement, le *MSI-Fiamma Tricolore*.

⁷ Plus qu'un corpus d'idées réellement constitué, le populisme caractérise d'abord un style d'agir politique, basé sur l'appel émotif et direct au peuple contre l'intellectualisme des élites dirigeantes. La véhémence du propos donne au populisme sa tonalité spécifique, de même que la référence récurrente à la "nation réelle", à "ceux d'en-bas" ou aux "petites gens".

⁸ Et des slogans évocateurs de cette tendance : "Les Français d'abord" (FN), "Vienne aux Viennois" (FPÖ), "*Eigen volk eerst*" (Vlaams Blok), etc...

pétrolière pour le développement de l'Etat-Providence en Norvège ; en Autriche, le parti de Jörg Haider a, en 1999, joué la carte de la dépense publique contre la rigueur budgétaire imposée par la coalition SPÖ-ÖVP du Chancelier Klima ; ici même, le Front national a voulu une nouvelle fois en 2002 s'efforcer de s'imposer comme le parti des "petites gens", manipulant les thèses protectionnistes et anti-capitalistes sans pour autant renier sa rhétorique anti-fiscale classique. Jusqu'à la *Lijst Fortuyn*, dont la campagne de mai dernier a été très fortement axée sur les questions d'éducation, de santé et de précarité sociale aux Pays-Bas.

Mais surtout, ces partis partagent sans conteste une geste politique spécifique, une praxis du débat public dont l'essentiel est fondé sur l'utilisation récurrente du propos anti-système, en tant que procédé de mobilisation de toutes les formes existantes de ressentiment contre les grandes formations de gouvernement.

En s'opposant à *l'establishment* comme corps politique indifférencié, ces mouvements développent une stratégie systématique d'affaiblissement, de minoration du rôle des partis traditionnels et de sape délibérée de leur légitimité. A la différence cependant des grands promoteurs de l'anti-système que furent, par exemple, les Partis communistes de l'après-guerre, l'ambiguïté du rapport de la droite populiste contemporaine au régime pluraliste ne tient non pas tant à la remise en cause d'un principe démocratique fermement établi dans la totalité des nations ouest-européennes qu'à la critique véhémement d'une certaine sclérose des coalitions implantées au cœur de l'Etat depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Et le rejet d'une opposition gauche-droite que l'on dénonce comme stérile.

Crise du consensus et de l'"hyper-alternance"

L'analyse des facteurs d'émergence de nouveaux acteurs politiques au sein des démocraties occidentales a depuis très longtemps conduit à mettre l'accent sur les dynamiques propres aux systèmes de partis et des dysfonctionnements ou blocage de ces ensembles comme condition préalable à l'apparition de nouveaux compétiteurs sur le devant de la scène électorale⁹. Un tel modèle aide à souligner l'importance de rechercher les motifs de la poussée de partis périphériques, tels que ceux de l'extrême droite, dans la nature même des systèmes partisans et non exclusivement dans les éléments plus étroitement liés aux enjeux ou univers d'attitudes et de valeurs des électeurs.

A cet égard, un aspect crucial réside dans la présence ou non d'alternatives crédibles au sein de l'offre électorale, de la possibilité offerte aux électeurs d'opérer un choix dans la gamme des postulants en lice. Or, l'évolution structurelle de nombre de systèmes en Europe occidentale a produit une double forme d'empêchement de ce renouvellement pourtant nécessaire à la bonne santé démocratique : soit par une tendance à la sur-inclusion et la coopération entre partis dominants, soit par la reproduction d'alternances entre camps dont les effets n'apparaissent pas toujours immédiatement perceptibles aux yeux d'une partie de l'électorat.

⁹ Voir Hauss (Charles) et Rayside (David), 1978, « The development of new political parties » in Maisel (Louis) et Cooper (Joseph), dirs., *Political Parties : Development and Decay*, Beverly Hills, Sage.

De ce point de vue, le succès de l'extrême-droite européenne se nourrit à la fois d'une crise profonde du "consensus" et de "l'hyper-alternance" ¹⁰. Sur le premier aspect, on constate aujourd'hui que des nations frappées de plein fouet par la poussée des droites populistes ou extrêmes, telles que la Norvège, le Danemark ou, à certains égards l'Italie d'avant 1994, répondent à un modèle de démocratie consensuelle ou, pour reprendre une notion centrale de l'analyse systémique proposée par Lijphart pour l'Autriche, la Belgique et les Pays-Bas, de démocraties "consociatives" ¹¹.

Tout au long de la période de croissance économique et de situation sociétale "stable" post-1945, les mécanismes de recherche de compromis et de consensus entre partis modérés au sein des coalitions gouvernementales a eu pour but d'assurer l'équilibre du système politique au détriment de l'alternance, face au danger que représente la segmentation du corps social en sous-cultures politiques verticalement encapsulées et antagonistes. A l'image de la *Proporzdemokratie* (démocratie proportionnelle) bicéphale autrichienne ou du *trasformismo* de la Démocratie-Chrétienne transalpine ¹², la mise en place de grande coalitions ou de gouvernements minoritaires négociés de type scandinave représente un instrument privilégié de régulation des conflits politiques, mais réduit d'autant le rôle de l'opposition et l'opportunité d'émergence de réels projets alternatifs.

Confrontés aux enjeux liés à la transformation des sociétés post-industrielles (mondialisation, flux migratoires, violence urbaine, paupérisation) et à des contextes socio-économiques plus précaires et incertains, ces modèles clos de collaboration inter-partis ont eu pour principale conséquence de favoriser l'émergence d'acteurs partisans périphériques porteurs de cette demande de renouveau en politique. Il n'est par surprenant que les partis d'extrême-droite aient pu, mieux que d'autres, en tirer bénéfice en popularisant cette critique fondamentale de l'inertie du système et prétendant incarner la "vraie" alternative.

A l'inverse, dans des systèmes à vocation majoritaire et notablement plus compétitifs, c'est plus précisément "l'hyper-alternance" qu'il nous faut considérer comme un véritable facteur structurel de l'implantation des mouvements d'extrême-droite ou de droite populiste. On songe naturellement ici au cas français, qui illustre très précisément ce phénomène de perte progressive de "valeur ajoutée" des multiples changements de majorité et renouvellements des exécutifs gouvernementaux depuis la fin des années 1970. Il faut compléter cela par l'effet cumulé de six niveaux de scrutins différents et, à l'évidence, les contrecoups de trois entrées successives en cohabitation lors des législatives de 1986, 1993 et 1997. On mesure l'impact de confusion et l'impression croissante pour un segment important de l'électorat d'inefficacité des élites traditionnelles, sentiment apte à alimenter la démagogie populiste.

¹⁰ Evans (Jocelyn A.) et Ivaldi (Gilles), 2002, « Quand la crise du consensus profite à l'extrême-droite », *Le Figaro*, 18-19 mai.

¹¹ Cf Lijphart (Arend), 1968, « Typologies of Democratic Systems », *Comparative Political Studies*, Vol. 1, n°1, April, pp.3-44 ; Lijphart (Arend), 1997, « Changement et continuité dans la théorie consociative », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.4, n°3, pp.679-697.

¹² En Italie, le principe de *trasformismo* s'est traduit dans les faits par l'incroyable longévité d'une méthode de gouvernement dominée sans interruption par une Démocratie-Chrétienne hégémonique, sans perspective d'alternative politique de la part d'une opposition "institutionnalisée". Le "compromis historique" du Parti communiste avec la Démocratie-Chrétienne a eu pour effet de réduire encore les écarts idéologiques, dans un système fortement verrouillé jusqu'à l'implosion du début des années 1990 (Cf Farneti (Paolo), 1985, *The Italian Party System*, London, Frances Pinter ; voir également Morlino (Leonardo), 1996, « Crisis of Parties and Change of Party System in Italy », *Party Politics*, Vol.2, n°1, January, pp.5-30).

Cette sensation populaire d'échec des politiques classiques mérite d'être soulignée, car elle correspond à un élément central de mobilisation par la droite populiste. Dans la très grande majorité des nations ouest-européennes, la transformation des acteurs politiques traditionnels en *cartel parties*¹³ éclaire d'un jour particulier cette force du rôle anti-système. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les partis classiques ont en effet graduellement monopolisé l'ensemble des niveaux du pouvoir national, régional ou local, au point de se confondre complètement dans la plupart des cas avec l'Etat lui-même.

Ce contrôle quasi-oligarchique de l'appareil étatique par les principaux protagonistes du jeu politique a sans doute constitué une forme de compensation de l'érosion des liens avec les groupes sociaux sur lesquels se sont historiquement appuyés les grands partis ouest-européens. Ces derniers paraissent moins capables aujourd'hui d'agir en tant qu'agents de médiation, de représentation, d'intégration et de mobilisation des individus. Peu à peu s'est installée l'idée d'une distance avec la population, la perception de machineries partisanes professionnalisées, tournées vers elles-mêmes et détachées des préoccupations concrètes des citoyens¹⁴.

Tendances centripètes et espaces politiques

Les neuf années de coexistence des partis modérés ont sans doute contribué à rapprocher la France de la classe des démocraties consensuelles. Mais ici, comme ailleurs en Europe, le brouillage des repères identitaires fondamentaux, autour essentiellement du clivage gauche-droite, tient aussi au processus progressif de convergence idéologique des grandes formations social-démocrates et de leurs adversaires de droite conservatrice face à la logique post-industrielle – essor du secteur tertiaire, globalisation, acceptation des logiques du marché, disparition des instruments protectionnistes et affaiblissement des marges nationales de régulation économique et sociale.

On a ainsi assisté depuis plus d'une trentaine d'années à l'affaiblissement structurel du principe d'opposition, sous la pression d'un même ensemble de règles de définition des politiques publiques et la convergence obligée vers les mêmes priorités. Cette baisse de "qualité" de l'opposition, associée au processus de déplacement des grands partis de gouvernement européens vers le centre de l'échiquier électoral a libéré un double espace politique. En acceptant partout la logique de marché et la rigueur des critères de Maastricht, la gauche a délaissé son terrain économique ordinaire au profit des nouveaux thèmes libertaires en matière sociale. Elle a abandonné du même coup une grande partie de sa clientèle ouvrière traditionnelle à une gauche plus radicale et à l'extrême-droite. A droite, un tel recentrage idéologique a sans doute ouvert une brèche d'infiltration pour les droites populistes face à une demande sociale croissante d'ordre et d'autorité dans les opinions publiques ; le soutien au projet de construction européenne a parallèlement conduit à négliger l'importance d'un "référant national" désormais propriété quasi-exclusive des Haider, Le Pen et autres Fortuyn ou Kjaersgaard.

13 Cf. Katz (Richard) et Mair (Peter), 1995, « Changing models of party organization and party democracy : the emergence of the cartel party », *Party Politics*, 1 :1, pp. 5-28.

14 Cf. Von Beyme (Klaus), 1996, « The Concept of Political Class : A New Dimension of Research on Elites ? », *West European Politics*, Vol. 19, n°1, January, pp.68-87.

En cela, l'essor des mouvements d'extrême-droite doit être approché comme une traduction, parmi d'autres, de la dissolution du *mass-elite linkage*, c'est-à-dire ce pacte originel, idéologique et affectif, qui liait très intimement les élites partisanes aux groupes sociaux dont ils représentaient les intérêts et aspirations distinctes. L'impact de cette désagrégation des attaches entre les masses et leurs élites est singulièrement visible dans les systèmes où le contournement vertical des conflits sociaux s'est historiquement appuyé sur une totale adéquation – la *Verzuiling* (pilarisation) en Belgique ou l'intégration des *Lager* (camps) autrichiens par exemple – entre partis politiques et segments électoraux autour des oppositions de classe, de langue ou de religion.

Protestation sociale et nouveau pacte de solidarité nationale

Combinée au rétrécissement de l'espace de la compétition idéologique, cette déliquescence graduelle du lien élites-masses a ouvert la voie à l'expression par les électeurs de choix politiques en partie émancipés des vieux déterminismes socio-culturels : vote d'appréciation de la qualité gouvernementale et sanction immédiate des bilans des équipes exécutives sortantes, polarisation sur enjeu singulier (*single-issue*), vote de protestation ou de rejet.

Le rôle anti-système assumé par les partis d'extrême-droite a, un temps, permis à ces derniers de capitaliser très fortement sur ce potentiel de mécontentement à l'encontre de l'ensemble de la classe politique traditionnelle. Les recherches antérieures sur le thème ont très largement attesté de cette dimension protestataire, arrimée aux revendications régio-séparatistes (*Lega Nord* italienne, *Vlaams Blok* en Flandre), pan-germanistes (FPÖ autrichien) ou néo-plébiscitaires (le mythe de la VI^{ème} République référendaire chez Jean-Marie Le Pen, par exemple).

Cette caractérisation du phénomène en termes protestataires a toutefois perdu beaucoup de sa pertinence depuis le milieu des années 1990 : du fait, en premier lieu, de l'accès au gouvernement de plusieurs de ces mouvements en Autriche, en Italie ou, très vraisemblablement, aux Pays-Bas ; au motif, également, du processus de convergence trans-européen que nous évoquions précédemment et de la constitution par ces formations d'un corpus idéologique stable. L'élément strictement anti-système s'est enrichi d'une approche sociétale plus globale, au travers notamment d'une redéfinition du pacte de solidarité nationale.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit dans la plupart des cas : l'extrême-droite offre partout une conceptualisation renouvelée de l'Etat et de la citoyenneté, un mode d'identification collective fondé sur un "nous" national mythifié et, surtout, un modèle alternatif de redistribution des ressources dont la "préférence nationale" représente très souvent, nous l'avons dit, la pierre angulaire. Aux couches sociales les plus marginalisées et les plus fragilisées au sein des sociétés post-industrielles, le projet populiste propose en l'espèce de repenser le pacte de solidarité fondé dès l'après-guerre sur la mise en place et le renforcement de l'Etat-Providence (retraites, santé, éducation), mis à mal à partir du début des années 1980 et enjeu central du débat public contemporain à l'échelle de l'Europe.

L'aptitude du message xénophobe à toucher des portions croissantes des électorats ouest-européens tient pour beaucoup en ce qu'il contient intrinsèquement la définition de ceux qui peuvent ou non prétendre au partage de la richesse nationale, dans un contexte de raréfaction des ressources et subsides de l'Etat, et de fragmentation sociale accrue¹⁵. Ce "chauvinisme du *Welfare*"¹⁶ contribue, nous aurons l'opportunité de le souligner, à expliquer le pourquoi de l'ancrage populaire de ces mouvements à l'intérieur de leurs systèmes politiques respectifs.

Anatomie du vote d'extrême-droite en Europe

Au-delà du simple vote de protestation, le choix en faveur des partis d'extrême-droite repose sur une forme d'adhésion, que confirment des taux souvent élevés de loyauté de la part des électeurs entre les scrutins, l'attrait que ces formations représentent aux yeux des citoyens les plus jeunes et leur faculté de dépasser les frontières idéologiques habituelles pour rassembler des voix non seulement à droite mais aussi à gauche du spectre politique¹⁷.

Historiquement, les perspectives strictement négatives motivées par la seule condamnation du système en place ont toujours éprouvé de grandes difficultés à mobiliser les masses de manière durable. En témoignent, par exemple, le reflux de la vague poujadiste à la fin des années 1950 en France ou l'échec du NPD allemand après un succès momentané lors des législatives de 1969. Loin de suivre cette logique de parti-*flash* sur le modèle de la *Ny Demokrati* (NyD) suédoise entre 1991 et 1994, les partis de la droite populiste contemporaine se voient aujourd'hui dotés d'un noyau dur d'électeurs stables. Au point qu'il semble possible d'envisager, dans la plupart des cas, un phénomène d'identification partisane croissante à l'égard de ces formations, ainsi que le développement progressif d'un soutien électoral aux contours sociologiques spécifiques.

Quelques éléments quantitatifs aident à illustrer la mécanique de fixation et de fidélisation électorale dont bénéficient les partis de la droite extrême et populiste : en Autriche, le FPÖ a réuni en octobre 1999 pas moins de 91 % de ses précédents électeurs de 1995. En France, au premier tour de l'élection présidentielle, ce sont 90 % des supporters de Jean-Marie Le Pen de 1995 qui se sont portés sur l'un des deux candidats du FN et du MNR. Côté italien, l'*Alleanza Nazionale* a retrouvé en 1996 un total de 77 % de ses anciens électeurs de 1994 ; un niveau de loyauté sensiblement comparable à celui du DF danois (75 % entre 1994 et 1998) ou du *Vlaams Blok* flamand (75 % également entre 1995 et 1999). En 2001, en Norvège, le FrP a, pour sa part, mobilisé près de deux tiers (65 %) de ses supporters de 1997, de même que la *Lega Nord* d'Umberto Bossi en Italie (66 % d'électeurs fidèles aux élections générales de 1996). A l'opposé de cette tendance, la protestation populiste incarnée en Suède par la Nouvelle Démocratie (NyD) a perdu 84 % de son soutien électoral entre 1991 et 1994, avant de disparaître totalement du paysage politique du royaume à l'occasion des législatives de 1998¹⁸.

¹⁵ Cf Wimmer (Andreas), 1997, « Explaining xenophobia and racism : a critical review of current research approaches », *Ethnic and Racial Studies*, Vol.20, n°1, January, pp.17-41.

¹⁶ Kitschelt (Herbert), 1995, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

¹⁷ Cf. Evans (J.A.), 2001, « Les bases sociales et psychologiques du passage gauche-extrême droite : exception française ou mutation européenne ? », in Perrineau (Pascal), dir., *Les croisés de la société fermée. L'Europe des Extrêmes Droites*, Paris, L'Aube, pp. 73-101.

¹⁸ Toutes les données de transferts de voix sont issues de la base européenne EREPS (*Extreme Right Electorates and Party Success*), constituée à partir des enquêtes post-électorales nationales disponibles [<http://cidsp.upmf->

Bien qu'encore relativement hétérogène en composition, l'électorat d'extrême-droite européen paraît toutefois tendre depuis une dizaine d'années vers certaines caractéristiques sociologiques typiques. Il s'agit pour l'essentiel d'un électorat à dominante masculine, plus jeune que de par le passé, et recruté parmi les catégories de plus faible capital scolaire (voir tableau n°2).

Tableau 2 : Composition des électors d'extrême-droite en Europe : genre, âge et niveau de diplôme (1975-2002)

Ecart en composition par rapport à l'ensemble de l'électorat national	Année	Genre	Age		Niveau de diplôme	
	Date de l'élection	% hommes	% moins de 25 ans	% 25-34 ans	% sans diplôme / primaire	% diplôme intermédiaire
Autriche	1986	+13.8	+1.0	+4.7	-9.0	+6.5
FPÖ	1999	+10.8	+3.9	+6.5	0.0	+10.8
Belgique (Flandre)	1991	+5.6	+10.8	+2.5	+2.4	-0.6
Vlaams Blok	1999	+7.5	-0.3	+1.2	+7.7	+4.4
Danemark	1975*	+6.6		-4.4**	-1.0	+5.7
FrP-DF†	1998	+5.6		-1.1**	+7.8	+5.4
France	1984	+14.3	-3.4	-3.4	-5.6	+0.1
FN†	2002	+8.0	+1.0	0.0	indisp.	indisp.
Allemagne (Ouest)	1990	+21.5	+2.2	+5.1	+19.1	-9.3
Republikaner-DVU-NPD	1998	+22.5	-4.9	+13.4	+9.6	+3.3
Italie	1992	+6.3	+4.5	-5.4	-22.8	+33.4
Alleanza Nazionale	1996	+3.7	+5.9	+3.3	-3.1	-3.5
Italie	1992	+7.8	+6.2	+5.6	-11.2	+9.5
Lega Nord	1996	+8.7	+0.1	+6.1	+2.4	+8.7
Pays-Bas	2002a	+12.0	+5.0	-3.0	+10.0	0.0
Lijst Pim Fortuyn‡	2002b	+3.7	+4.2	+1.2	+11.0	+2.8
Norvège	1985	+14.9	+14.3	+5.9	-6.6	+0.3
FrP	2001	+14.1	+1.3	-1.6	+3.0	+4.1
Suède	1991	+10.0	+8.1	+4.3	indisp.	indisp.
NyD	1994	+9.2	-3.0	-1.9	indisp.	indisp.

Source : base de données socio-démographiques EREPS (*Extreme Right Electorates and Party Success*) [<http://cidsp.upmf-grenoble.fr/guest/ereps/>]

Notes :

+Danemark : FrP jusqu'en 1998 ; *Dansk Folkeparti* (DF) en 1998

*Danemark : données de 1975 du fait de l'indisponibilité des variables sociologiques dans l'enquête de 1973

**Danemark : une seule catégorie d'âge utilisable, celle des "moins de 30 ans"

†France : premier tour de l'élection présidentielle, candidature Le Pen ; sondage sortie-des-urnes, CSA-France 3, *Le Parisien*, 21 avril 2002

‡Pays-Bas : 2002a, élections locales du 6 mars à Rotterdam (enquête *Politieke Barometer*, NOS-ANP) ; 2002b, élections législatives du 15 mai (sondage Interview / NSS-ANP).

grenoble.fr/guest/ereps/], à l'exception du cas de la France en 2002, où nous avons utilisé les résultats des sondages IPSOS-France 2-Vizzavi (21 avril et 5 mai 2002), ainsi que du SSU CSA-France 3-*Le Parisien* (21 avril 2002).

Le *gender gap* est manifeste pour l'ensemble des partis concernés, à toutes les époques, avec des écarts toujours positifs au bénéfice de l'électorat masculin. Cette sur-représentation des hommes est particulièrement significative chez les supporters des *Republikaner*, de la DVU et du NPD allemands, du FrP norvégien, de la Nouvelle Démocratie en Suède, du FPÖ autrichien, du Front national en France ou de la Lega Nord italienne. Bien qu'encore embryonnaire, on en retrouvait également trace en 2002 au sein de l'électorat de la Liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas, à la fois lors des élections locales de Rotterdam en mars et des législatives du 15 mai.

En termes générationnels, beaucoup de ces partis ont rattrapé leur retard auprès des catégories d'électeurs les plus jeunes depuis la fin des années 1980 et parviennent, pour certains, à établir un différentiel positif auprès d'une population jeune traditionnellement plus réfractaire aux idées de l'extrême-droite. Sur ce point, il importe de souligner la capacité de celle-ci à attirer une population plus faiblement intégrée au système politique et possédant un moindre degré d'identification avec ses principaux protagonistes. Cette progression auprès des plus jeunes des électeurs est notable en Autriche, au Danemark, en France, ou en Italie. Aux élections générales de mai 2002, la *Lijst Fortuyn* est arrivée en tête de l'ensemble des partis néerlandais chez les 18-24 ans avec près de 22 % des suffrages (SSU NRC Handelsblad-Interview ISS). En Belgique flamingante, le succès du *Vlaams Blok*, fortement ancré chez les moins de 25 ans au début des années 1990, s'est peu à peu équilibré sur l'ensemble des classes d'âge ¹⁹.

Ces caractéristiques d'âge et de genre méritent d'être couplées au profil scolaire des supporters de l'extrême-droite. Dans la presque totalité des pays concernés, les partis de la droite populiste et extrême ont vu la proportion d'électeurs peu ou pas diplômés s'accroître de façon marquée depuis le milieu des années 1980. A l'occasion des dernières consultations électorales, le FrP en Norvège, le *Vlaams Blok* flamand, le Parti du Peuple danois (DF), la *Lijst Fortuyn* aux Pays-Bas ou l'extrême-droite (*Republikaner*-DVU-NPD) en Allemagne ont tous connu cet infléchissement de la constitution sociologique de leur soutien électoral en faveur des catégories de faible niveau d'instruction ²⁰. Ces dernières, en particulier, se révèlent plus volontiers réceptives à l'offre politique extrémiste-populiste, dans des sociétés post-industrielles au sein desquelles le marché du travail offre peu de sécurité aux nouveaux salariés sans compétences techniques. Mais surtout, la hausse en volume d'électeurs à faible capital culturel traduit pour une large part la métamorphose de la structure socio-professionnelle de ces électorats.

A considérer en effet la distribution en termes de classe sociale, nous nous trouvons face à une dynamique populaire tout aussi originale que ses divers catalyseurs partisans. Depuis le début des années 1990, la physionomie de l'électorat d'extrême-droite en Europe a été profondément bouleversée sous l'impact d'un apport significatif d'électeurs issus du monde ouvrier –jusque là chasse gardée de la gauche social-démocrate et communiste– ainsi que des couches les plus socialement marginalisées (chômeurs notamment).

¹⁹ Le FrP norvégien, parce qu'il est passé du statut de force de protestation anti-système à celui de parti à vocation gouvernementale en une quinzaine d'années, a vu toutefois son potentiel de mobilisation des plus jeunes se rapprocher du niveau observable dans l'ensemble de l'électorat lors des législatives de septembre 2001 en Norvège.

²⁰ En France, au mois d'avril dernier, Jean-Marie Le Pen a totalisé jusqu'à 22 % des suffrages exprimés auprès des moins diplômés (BEP/CAP/Certif. d'Etudes primaires) contre 8 % seulement chez les détenteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Enquête IPSOS-France 2-Vizzavi, 21 avril 2002).

L'examen de l'évolution sociologique du soutien populaire du FrP norvégien, des groupuscules radicaux allemands (*Republikaner*-DVU-NPD), du FPÖ autrichien ou du Front national en France révèle l'amplitude de ce phénomène de prolétarianisation de la base sociale du vote extrême depuis plus d'une vingtaine d'années (Cf. Graphique 1). La stabilité en densité de la classe ouvrière est perceptible en Belgique néerlandophone ainsi qu'au Danemark, où le *Vlaams Blok* et le Parti du Progrès (FrP) ont rassemblé dès leurs premiers succès aux urnes un pourcentage élevé d'électeurs ouvriers ²¹. De même, en Suède, où la percée très éphémère de la NyD entre 1991 et 1994 s'est très amplement adossée sur l'électorat populaire.

Seules exceptions à ce modèle global, la *Legha*, et, de façon plus prononcée encore, l'Alliance nationale, en Italie ont toutes deux vu disparaître une part substantielle de leur soutien populaire sur la période. Parce qu'il a d'abord occupé l'espace de l'autonomie régionale au nord sur le thème du "ni droite, ni gauche, seulement lombards", le parti d'Umberto Bossi a été en mesure de ratisser aux deux pôles de l'axe politique, en partie au sein d'un électorat ouvrier ²². Très vite cependant, la Ligue a quitté le créneau ethno-régionaliste des petites *Legha Veneta* ou *Union Piemontesa* pour faire siens les principes du "laisser-faire" en matière économique. A partir de 1994, l'union avec le pôle de centre-droit constitué autour de Silvio Berlusconi au sein du Pôle des Libertés a entériné cette conversion au *liberismo* et privé le mouvement d'une partie de sa clientèle ouvrière. De la même façon, la baisse d'influence au sein de l'électorat AN doit être rapprochée du processus de recentrage de l'ancienne formation néo-fasciste : le virage idéologique imposé par Gianfranco Fini à la tête de la nouvelle *Alleanza Nazionale* à partir de 1993 et la participation à la coalition de droite conservatrice aux côtés de *Forza Italia* ont eu pour corollaire d'éloigner progressivement le parti de la base populaire historique du vieux MSI.

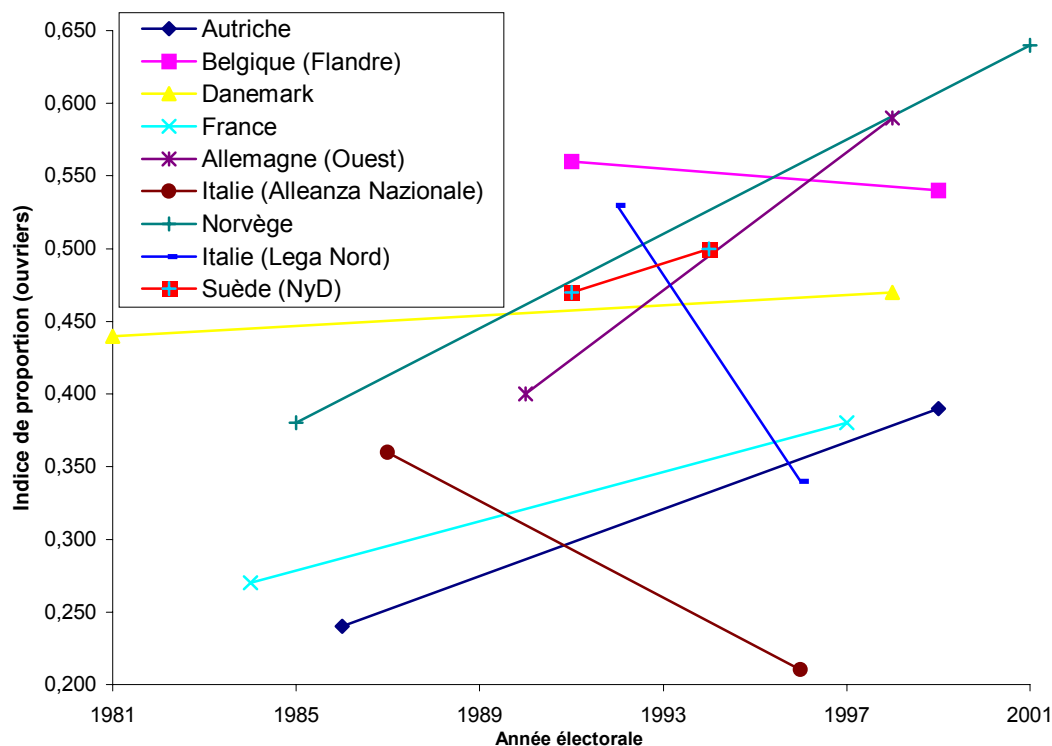
A l'évidence, cette augmentation en part relative de l'électorat populaire ne suffit pas à expliquer seule les ressorts et l'ampleur de la mobilisation par la droite populiste et extrême. L'adjonction d'un contingent d'électeurs ouvriers est venue étayer les troupes électorales issues de la petite-bourgeoisie –artisans, commerçants, petits entrepreneurs, travailleurs indépendants–, plus traditionnellement acquises à ce type de partis. Et c'est bien une synthèse originale dont nous avons été témoins, au travers de l'aptitude des mouvements tels que le FN, le FPÖ, le VB ou les formations scandinaves à intégrer ces groupes historiquement et idéologiquement opposés, pour l'un, ancré à droite de l'axe politique, pour l'autre, vivier naturel des partis de gauche ²³.

²¹ Notons que, pour que des motifs de lisibilité, nous avons choisi de faire débiter la courbe d'évolution du FrP au Danemark aux élections générales de 1984 ; si l'on remonte toutefois à l'élection "tremblement de terre" de 1973, on note une valeur très similaire de l'indice de proportion (0.43), qui confirme la stabilité sur le long terme du poids relatif de l'électorat ouvrier dans le soutien au populisme danois.

²² Rappelons qu'aux législatives de 1987, la Ligue recueille jusqu'à 20 % des suffrages et près d'un 1.2 millions de voix en Lombardie, en seconde position derrière la très influente Démocratie-Chrétienne locale.

²³ Illustration symptomatique : Jean-Marie Le Pen a réuni, au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, 19 % des exprimés chez les artisans commerçants et 30 % des voix auprès des ouvriers (Sondage IPSOS-Vizzavi-*Le Figaro*-France 2, 21 avril 2002). Au second tour, le leader du Front national a encore rassemblé sur son nom 31 % de l'électorat ouvrier et 29 % auprès de l'ensemble des travailleurs indépendants (Sondage IPSOS-Vizzavi-*Le Figaro*-France 2, 5 mai 2002).

Graphique 1: Evolution du poids relatif de la classe ouvrière dans les électorats d'extrême-droite en Europe (1981-2001)



Source : base de données socio-démographiques EREPS

Note : nous utilisons pour cette analyse une variable de classe sociale dichotomisée, sur la base du schéma classique de Goldthorpe en cinq groupes, opposant les deux catégories constitutives de la classe ouvrière – ouvriers qualifiés et non-qualifiés – à l'ensemble des autres classes traditionnellement distinguées (classe moyenne / supérieure, salariat non-manuel et petite-bourgeoisie). Dans la mesure du possible, les groupes ainsi définis incluent les informations relatives à la dernière profession exercée par les personnes retraitées ou chômeurs ayant déjà travaillé.

Cette mutation à l'œuvre au sein de la plupart des électorats d'extrême-droite ouest-européens correspond très exactement au travail de refonte idéologique des partis en question et la formulation d'une approche mixte de l'économie. Nous l'avons souligné, les partis extrémistes et populistes ont peu à peu incorporé à leur discours politique une conception socio-économique tournée vers les préoccupations propres des classes populaires, autour de certains thèmes de défense sociale empruntés à la gauche.

A l'origine, le contenu de leur programme néo-libéral des années 1980 n'a guère fourni un moteur favorable à la mobilisation des couches sociales marginalisées. La réduction sévère de l'Etat-Providence promise à la petite-bourgeoisie par la droite radicale n'a jamais eu vocation à susciter l'enthousiasme du prolétariat. L'émergence tout au long des années 1990 d'un socle prenant appui sur une partie de la classe ouvrière et une section importante d'électeurs petits-bourgeois représente l'aboutissement d'une stratégie très pragmatique de la part de l'extrême-droite. Aux strates ouvrières mises en danger par la mondialisation et la libéralisation de l'économie, elle offre un Etat protecteur, garant de la redistribution des richesses et de la réduction des inégalités ; à sa clientèle historique de petits entrepreneurs, commerçants et travailleurs indépendants, elle continue simultanément de soumettre le projet d'un Etat réduit à ses fonctions régaliennes, programme assorti de démagogie anti-fiscale.

Dans nombre de cas, cette antinomie fondamentale des prises de position économique est masquée par la résolution ethnocentriste des conflits sociaux. Le mécanisme de désignation par l'extrême-droite d'un bouc émissaire, au travers de la mise méthodique en concordance de l'immigration et des enjeux socio-économiques contemporains, est de nature à satisfaire aux exigences des deux segments prédominants au sein de son électorat. Le chauvinisme du *Welfare*, dont nous tracions les grandes lignes plus haut, permet d'apporter une réponse aux inquiétudes générées, au cœur du monde ouvrier, par la menace de concurrence des travailleurs immigrés sur le marché national de l'emploi, l'appauvrissement des ressources de l'Etat-Providence et le sentiment d'abandon par les partis traditionnels, en particulier à gauche. La dimension autoritaire du discours, régulièrement associée à la rhétorique xénophobe, fonctionne transversalement pour prendre en compte des aspirations d'ordre et de sécurité dont on a vu qu'elles dépassent aujourd'hui assez amplement les frontières de la seule petite-bourgeoisie pour concerner une majorité d'électeurs sur l'ensemble du continent européen. Sous l'angle identitaire, enfin, la grille cognitive élaborée par l'extrême-droite réaffirme la prépondérance de la vieille nation imaginaire fondée sur l'*ethnos*, à l'encontre d'un processus d'évolution vers des sociétés multi-culturelles en Europe occidentale.

Ces divers éléments livrent sans doute les clés de compréhension de la réalité profonde du vote sur enjeu (*issue-voting*), longtemps regardé comme l'une des dimensions de caractérisation les plus typiques du choix en faveur de l'extrême-droite. Les attentes d'alternative politique, l'adhésion au nouveau pacte de solidarité nationale ethno-exclusif, les inquiétudes liées à l'emploi et la protection sociale ou les demandes d'ordre et de sécurité émergent un peu partout comme des éléments de cristallisation intense de la poussée des droites populistes et extrêmes.

En 2002, le vote Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle a de nouveau été nourri des préoccupations liées à l'insécurité (74 %), à l'immigration (60 %) et au chômage (31 %) (Sondage IPSOS-Vizzavi-*Le Figaro*-France 2, 21 avril 2002). Un triptyque auquel ont largement fait écho les législatives du 15 mai aux Pays-Bas, à l'occasion desquelles les angoisses relatives à l'immigration, la criminalité et la pérennité du système national de santé publique ont très fortement pesé sur l'issue du scrutin et favorisé l'émergence des populistes de la *Lijst Fortuyn* avec 17 % des suffrages.

La saillance de ces enjeux au sein des électorats d'extrême-droite est partout avérée. En Belgique flammingante, les quatre motifs prédominants du vote en faveur du *Vlaams Blok* lors des élections générales de juin 1999 étaient dans l'ordre : l'immigration, la critique de la classe politique, la criminalité et la défense du nationalisme flamand²⁴. Aux élections législatives de septembre 1998 outre-Rhin, les principaux problèmes posés à l'Allemagne selon les électeurs des *Republikaner* et de la DVU demeuraient très comparables : chômage (57 %), réduction du nombre d'étrangers (53 %), création d'emplois (28 %) (Données EREPS). Au Danemark, les deux principaux enjeux pour l'ensemble de l'électorat à la veille de la consultation de novembre 2001 ont été la "protection sociale" (62 %) et "l'immigration" (41 %), à des niveaux très comparables à ceux de 1998 (68 et 35 % respectivement), où le *Dansk Folkeparti* avait déjà remporté un succès notable avec 7.4 % des voix (Sondage *Ugebrevet Mandaag Morgen*-ACNielsen AIM, 7-8 novembre 2001).

²⁴ Cf. Swyngedouw (Marc), 2001, « The subjective cognitive and affective map of extreme right voters: using open-ended questions in exit-polls », *Electoral Studies*, Vol.20, 2, pp.217-241.

L'importance accordée à ces divers enjeux peut naturellement varier en fonction de l'état du débat public et des tactiques privilégiées par les acteurs d'extrême-droite. En France, la question de l'insécurité a envahi le champ politico-médiatique à l'occasion des scrutins de 2002, et devancé l'immigration à la fois dans le discours du FN et l'esprit de ses électeurs. En Norvège, en 2001, le Parti du Progrès (FrP) a considérablement assagi son discours sur les immigrés en comparaison des consultations de 1993 et 1997, pour s'emparer des problèmes les plus en phases avec les attentes de son électorat : fiscalité (56 %), retraites (30 %), santé (21 %), l'immigration n'arrivant qu'en quatrième position (18 %) (MMI-Exit-Poll, septembre 2001). Similairement, en Autriche, l'accent a été mis par le FPÖ lors de la campagne pour les élections au *Nationalrat* d'octobre 1999 sur les thèmes de l'anti-politique, contrairement notamment au discours musclé sur les étrangers et la délinquance développé lors des élections municipales de Vienne en 1996. Les gains du parti de Jörg Haider sont largement imputables à ces facteurs : 65 % de ses supporters ont d'abord voulu dénoncer les "privilèges et les scandales", 63 % ont voté pour l'extrême-droite parce qu'elle incarnait à leurs yeux "le renouveau et le changement" et 47 % se sont prononcés sur la question de "l'immigration" ²⁵.

Perspectives

Nous aurons donc assisté, depuis le début des années 1980, au processus de convergence idéologique des partis de la droite extrême et populiste européenne autour de certains thèmes centraux (immigration, autoritarisme, discours économique composite et critique anti-système), associé à une tendance forte à la construction progressive d'une base électorale spécifique sur les deux piliers prédominants de la petite-bourgeoisie et de la classe ouvrière. Ces mutations sont d'autant plus remarquables qu'elles concernent a priori une mouvance hétérogène, dont les acteurs, nous en avons dit quelques mots, ont le plus souvent suivi des itinéraires variés au sein de leur propre système politique.

L'institutionnalisation de beaucoup de ces formations montre les limites d'une vision trop souvent restreinte à la seule expression d'un vote protestataire de ressentiment. A l'inverse, il serait prématuré d'évoquer la constitution de l'extrême-droite en un bloc politique *per se*, c'est-à-dire distinct des deux grands univers socio-culturels et politiques que représentent encore, à peu près partout sur le continent, la gauche et la droite. Pour originale qu'elle soit, la synthèse sociale opérée par les partis de la droite populiste et extrême ne suffit pas à valider l'hypothèse d'une transformation en profondeur des clivages fondateurs du champ de la compétition politique en Europe occidentale.

D'une façon générale, les perspectives d'évolution à venir de cette classe particulière de mouvements demeurent assez fortement contrastées. Indéniablement, il continue d'exister un espace politique pour les formations extrémistes et populistes : la plupart des grands enjeux sociétaux qui, à l'image de l'immigration, de la protection sociale ou de la criminalité, ont propulsé ces partis sur le devant de la scène européenne devraient très vraisemblablement rester un temps encore au cœur du débat public. De la même manière qu'ils ont pu bénéficier de la crise de la social-démocratie, il ne fait aucun doute que les leaders populistes sauraient tirer le plus grand profit d'un éventuel échec d'une droite modérée revenue en force au pouvoir dans plusieurs des pays de l'Union depuis 1999.

²⁵ Cf. Ivaldi (Gilles), 1999, « L'extrême-droite FPÖ aux portes du pouvoir. Les élections législatives du 3 octobre 1999 en Autriche », *Revue politique et parlementaire*, n°1002, septembre-octobre, pp.114-125.

Sous l'angle électoral, toutefois, la dynamique de mobilisation développée par les partis extrémistes souffre de certains handicaps de fond, de nature à restreindre leur potentiel d'expansion au cours des prochaines années. L'assise sociologique sur laquelle a reposé jusqu'ici le succès de ces mouvements pourrait s'avérer plus instable à l'avenir, en particulier sous le coup du déclin structurel des groupes sociaux qui composent le gros de leurs troupes électorales. A l'instar des autres protagonistes du système, les partis d'extrême-droite seront partout confrontés à la nécessité de s'extirper du carcan de leur base électorale actuelle pour entreprendre de combler leur déficit auprès des "nouvelles" classes moyennes.

Du point de vue de son positionnement tactique, enfin, la droite populiste paie aujourd'hui le prix de sa propre réussite électorale et se trouve confrontée à la difficile gestion de son patrimoine anti-système originel. Là où ils continuent d'être refoulés à l'extérieur du système par les grandes formations de gouvernement, le dilemme posé aux partis extrémistes est celui de la marginalisation croissante de leur électorat et d'une certaine "inefficacité" du vote en leur faveur. En Belgique, en France ou, jusqu'à présent, au Danemark, l'impact électoral de ces mouvements n'a pas induit, au final, de recomposition majeure du jeu politique national. L'exemple des élections législatives de juin 2002 en France éclaire parfaitement ce phénomène de reflux d'une partie du soutien aux urnes du Front national dans une logique de "vote utile".

Paradoxalement, dans les pays où l'attitude bienveillante de la droite modérée a débouché sur la formation d'une coalition ou d'un pacte électoral, il s'est toujours agi dans les faits de l'inclusion d'une droite populiste ou extrême minoritaire au sein du bloc conservateur. Avec deux inconvénients de taille. En premier lieu, l'alliance avec la droite parlementaire s'effectue contre la volonté de la frange la plus radicalisée de l'électorat populiste, au risque de voir ce segment désertier très rapidement les rangs du parti concerné ; d'autre part, et nous touchons sans conteste ici à un élément fondamental de l'équation propre à ces formations extrémistes, la composante anti-système s'accommode en général assez mal de l'exercice effectif du pouvoir. A cet égard, le cas autrichien vient naturellement immédiatement à l'esprit : la participation du parti de Jörg Haider à la coalition "bleus-noirs" en février 2000 semble lui avoir d'ores et déjà aliéné une proportion significative de son électorat populaire à Vienne au mois de mars 2001 ; en prolongement de ce premier revers spectaculaire, les prochaines élections générales de l'automne 2003 auront incontestablement valeur de test pour un FPÖ sommé de défendre son bilan gouvernemental, et, au-delà, pour l'ensemble des partis d'extrême-droite en Europe.

*
* *